

Gouvernement fédéral : enfin une transition énergétique ?

Christophe HAVEAUX, 09 Octobre 2020



L'accord de gouvernement pourrait redonner une cohérence à la politique énergétique belge. Sortie du nucléaire, éolien offshore, flexibilité, stockage, innovation industrielle, transport ferroviaire, ... Tout un programme.

La formation d'un gouvernement fédéral, après 16 mois de négociations, pourrait – enfin – redonner une cohérence à la politique énergétique belge.

Le secteur s'était habitué à une telle inertie et indécision politique au niveau fédéral, que cette nouvelle coalition de 7 partis, même fragile, fait figure d'un nouvel élan.

Le gouvernement Vivaldi, qui réunit socialistes, libéraux, chrétiens-démocrates et écologistes, dispose d'un atout non négligeable : tous les partis se trouvent à la fois aux niveaux fédéral et régional, ce qui pourrait mettre en cohérence les politiques menées à tous les échelons.

Enfin, chaque parti exerce des postes dans leurs domaines de prédilection. Ainsi, Ecolo/Groen sont désormais à la manœuvre dans toutes les compétences-clé – Climat, Énergie, Environnement, Mobilité -, aux niveaux fédéral, wallon et bruxellois (en Flandre, par contre, ces compétences sont partagées entre Open VLD et N-VA).

Venons-en au programme.

Le gouvernement Vivaldi ambitionne de réduire les émissions belges de gaz à effet de serre de 55 % à l'horizon 2030 et de parvenir à la neutralité carbone pour 2050. Il se trouve ainsi clairement en phase avec le Green deal européen, qui sera le socle de la relance économique en Europe.

Sortir du nucléaire et développer les alternatives

Le nouveau gouvernement fédéral confirme également la sortie du nucléaire programmée en 2025, avec une possibilité de prolonger deux réacteurs (2,4 GW) si un risque devait être prouvé en matière de sécurité d’approvisionnement en électricité pour la Belgique.

Pour rappel, il s’agit ici de rendre applicable la loi sur la sortie du nucléaire, adoptée en 2003.

La seule action notable en la matière du précédent gouvernement a été la mise en place d’un mécanisme de rémunération de capacité (CRM), pour compenser la sortie du nucléaire en utilisant de nouvelles centrales au gaz. Or, ce scénario est coûteux et nocif pour le climat. Le nouvel exécutif compte - enfin - explorer d’autres scénarios, moins coûteux et plus en phase avec la transition énergétique.

Selon l’analyse de trois associations environnementales (Greenpeace, WWF et IEW), le gouvernement Vivaldi démontre “une vraie volonté de travailler main dans la main avec les Régions pour privilégier plutôt les interconnexions du réseau électrique, la gestion de la demande, le stockage et la réduction de la consommation énergétique afin de garantir la sécurité d’approvisionnement. C’est assurément un pas vers un système énergétique renouvelable.” (lire ce communiqué).



RENEWABLE ENERGY STORAGE GRID

C’est ainsi que pourrait, par exemple, émerger une réserve citoyenne, où 500.000 ménages seraient rémunérés pour réduire ponctuellement leur consommation électrique lorsque les productions d’électricité sont trop faibles (lire notre article [Une facture d’électricité plus chère et plus polluante ? Réduisons plutôt la puissance !](#)).

Cette sortie du nucléaire - même partiellement prolongée - créerait un appel d’air pour investir dans les infrastructures alternatives : nouvelles productions renouvelables, développement massif des capacités de stockage et des outils de flexibilité, réserve citoyenne, ...

Ce scénario permettrait de synchroniser la diminution de la production d’électricité nucléaire au même rythme qu’une croissance des productions renouvelables (lire notre article [Faire tourner des réacteurs nucléaires, des centrales au gaz ou des éoliennes ?](#)).

Miser sur l'éolien offshore



Le gouvernement Vivaldi compte également miser sur l'éolien offshore pour compenser la sortie du nucléaire.

D'ici 2024, le parc offshore belge atteindra environ 4.000 MW (l'équivalent en puissance de 4 réacteurs nucléaires) et pourra couvrir 20% de la demande totale d'électricité en Belgique (lire notre article [L'éolien en mer du Nord monte en puissance](#)).

Un programme qui permettra aussi de soutenir la compétitivité de l'industrie belge (lire notre article [L'éolien en mer veut répondre à la consommation électrique des industriels belges](#)).

Innover durablement

Dans la ligne du Green Deal européen, le cadre législatif et réglementaire sera aussi adapté pour permettre le développement d'une dorsale H2 et CO2 avec une réutilisation maximale des infrastructures de gaz naturel existantes.

Une attention sera aussi accordée à l'énergie renouvelable et innovante en mer, à la verdurisation du gaz, au power-to-x, à la production d'électricité à partir d'oxydes d'azote, à la production d'hydrogène à faible teneur en carbone et à la capture, la réutilisation et le stockage du CO2.

Le gouvernement fédéral encouragera les projets pilotes à cette fin et élaborera un cadre réglementaire pour accélérer ces innovations.

Investir dans le rail, électrifier les voitures



Le gouvernement Vivaldi se montre également volontaire en matière d'investissements dans le ferroviaire. Il compte ainsi mettre en place d'ici 2040 un modèle de nœuds de correspondances (modèle éprouvé en Suisse notamment), à l'instar du [Plan Integrato](#), et doubler le transport de marchandises par rail d'ici 2030.

En matière de mobilité individuelle, les partis ne sont pas parvenus à s'entendre sur une suppression des voitures de société - qui pourraient être remplacées par un meilleur salaire ou d'autres avantages défiscalisés en nature (tel qu'une allocation logement), et ainsi décongestionner et dépolluer nos routes. A défaut, la Vivaldi s'engage à rendre toutes les nouvelles voitures de société neutres en carbone d'ici 2026; un programme ambitieux selon l'ONG européenne Transport & Environment, et qui se traduira par des investissements importants notamment dans les bornes de recharge pour véhicules électriques.

Cette électrification massive permettra de stocker de plus grandes quantités de productions renouvelables (lire notre article [Pourquoi la voiture électrique ne résoudra pas notre mobilité ...mais jouera un rôle déterminant](#)).



Mais où se cache la taxe carbone ?

En termes de financement, le Gouvernement prévoit l'utilisation des fonds pour les investissements dans les infrastructures (si possible via la mobilisation des provisions nucléaires) afin de financer la transition énergétique au travers de contrats de performance énergétique et de partenariats publics privés, un dispositif jugé positif par la coalition KAYA qui réunit les entreprises de la transition écologique.

L'accord de gouvernement prévoit également une importante réforme fiscale mais, curieusement, aucune taxe carbone.

Une tarification carbone socialement juste est pourtant une mesure essentielle pour pénaliser les énergies fossiles, rendre les énergies renouvelables davantage compétitives et orienter les capitaux privés vers ce type d'énergie au profit de tous (lire notre article [La taxe carbone belge sera-t-elle juste ?](#)).

On parle d'étude, de réflexions, mais aucun objectif. C'est peut-être ici que les ambitions de la Vivaldi trouveront le plus de limites.

Des plans de relance économique durables

Les gouvernements fédéral et régionaux doivent désormais se concerter et initier les très attendus plans de relance économique pour sortir de la crise liée au Covid-19. Un exercice qui semble prendre plus de temps qu'espéré.

Pour rappel, plus de 100 scientifiques et 182 entreprises ont élaboré un plan de transition pour guider la Belgique vers une société plus solidaire, prospère, résiliente et durable. Baptisé SOPHIA, ce plan propose 200 mesures dans 15 domaines : énergie, mobilité, bâtiment, relocalisation, emplois... Lire notre article [Le plan SOPHIA balise une relance durable en Belgique](#).

Source URL: <http://renouvelle.be/fr/actualite-belgique/gouvernement-federal-enfin-une-transition-energetique>